

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Changer et trancher

"Nous devons jouer collectif".

Cette phrase est revenue comme un leitmotiv tout au long du Conseil fédéral qui s'est tenu le 28 juin, à Brest.

Pour cette première réunion départementale après les élections législatives, Jean-Jacques Urvoas, premier secrétaire fédéral et nouveau député de la 1^{ère} circonscription, a rendu hommage aux adhérents et sympathisants du Parti Socialiste qui ont su se mobiliser derrière les huit candidats dans le Finistère. *"Tous ensemble, nous avons su fournir un formidable effort"*. Les 3 200 adhérents et les milliers de sympathisants ont accompli un travail formidable. Au soir du premier tour, les craintes étaient grandes. Le spectre de 1993 (seul Louis Le Pensec avait été réélu dans le Finistère) était dans tous les esprits. Mais les candidats socialistes ont tenu bon et cinq d'entre eux ont

été élus. Il faut remonter aux législatives de 1988, pour retrouver un PS rassemblant 51 % des voix. *"Nous sommes le premier parti du Finistère"*, s'est félicité Jean-Jacques Urvoas qui a insisté sur l'importance de l'organisation. *"Je ne crois pas aux aventures individuelles mais à la force de l'engagement collectif"*.

D'ailleurs, François Marc a souligné que les PS progresse plus vite dans les communes où des équipes socialistes sont en responsabilité. *"La présence militante est essentielle"*, a renchéri Tino Kerdraon. *"Mais nous devons faire preuve d'imagination pour être présents sur tout le territoire et, en particulier, dans les zones rurales, en dehors des campagnes électorales"*, a insisté l'ancien député qui fut directeur de campagne de François Cuillandre.

Quel bilan tirer des législatives ? Il convient tout d'abord de noter la baisse de la participation entre

SUITE PAGE 2

Vers un nouveau traité

La bouteille est-elle à moitié pleine ou à moitié vide ?

Après le Sommet européen du 22 juin, il est difficile de répondre à cette question. Mais, pour Bernard Poignant, président de la délégation socialiste au Parlement européen, *"mieux vaut un traité simplifié que pas de traité du tout"*.

Les optimistes mettent en avant, tout d'abord, l'existence même de ce *"traité simplifié"*. Depuis le mois de mai 2005, marqué par les *"non"* français et néerlandais, l'Europe était en panne et la présidence allemande se termine par un accord.

Ce Sommet a donné un mandat clair à une conférence intergouvernementale (CIG) pour rédiger un nouveau traité. La charte des droits fondamentaux y sera juridiquement contraignante.



Bernard Poignant

"Le Parlement européen sort grand gagnant, cela ne fait aucun doute", a estimé Martin Schulz, président du groupe socialiste au Parlement européen. *"A l'avenir, il nous reviendra d'élire le président de la commission européenne"*.

Les pessimistes noteront la disparition des symboles de l'Union qui sont les signes d'appartenance à une

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 05/07/2007



**PRESSE
URGENTE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

EN CLAIR !

Le nouveau couple infernal.

Ils sont deux ministres sarkoziens à faire parler d'eux. Darcos et Lagarde se volent la vedette par des annonces terribles. L'un, ministre de l'Éducation nationale, va mettre à exécution le programme de l'UMP et supprimer pour la rentrée 2008 rien moins que 10 000 postes, tout en osant indiquer qu'il n'y aurait pas de classe fermée ! Joli tour de force ! L'autre, depuis le ministère de l'Économie et de l'emploi, nous détaillant, dans une France en faible croissance, les 11 milliards d'euros annuels des cadeaux fiscaux, ose plaider pour le travail tout au long de la vie. Nouvelle approche originale du problème des retraites ? sans aucun doute, mais qui laisse entrevoir que les petites retraites pourront arrondir leur fin de mois en s'usant jusqu'à la mort. Cynique.

Changer et trancher (suite)

Les socialistes bretons peuvent apporter leur contribution à ce débat.

*** la présidentielle et les législatives et entre les deux tours des législatives, puisqu'on compte 4 000 électeurs de moins entre le 10 et le 17 juin. Une partie de l'électorat de droite ne s'est pas déplacée tandis que les électeurs de gauche se sont mobilisés.

La bipolarisation s'est encore accentuée par rapport à la présidentielle. Le PS rassemble 24,5 % des électeurs en France et 32,27 % dans le Finistère. Mais à côté de lui, ses partenaires réalisent de faibles scores : 4,12 % pour les Verts, 2,62 % pour le PC.



"Une démarche exigeante"

Manifestement, les électeurs du centre sont plus à gauche que leurs dirigeants. Le MoDem constitue la troisième force politique du Finistère avec 10,73 %. S'agit-il d'une tendance durable ou d'un feu de paille ? Les prochains scrutins nous le diront.

Dans le Finistère, la poussée de l'UMP ne s'explique pas par une aspiration des voix du FN comme dans d'autres régions.

Les socialistes doivent maintenant comprendre les raisons de leurs échecs. *"Vingt-et-une élections nationales, huit présidentielles et treize législatives ont été organisées depuis 1958. La gauche n'en a gagné que cinq : deux présidentielles et trois législatives. En 49 ans, la gauche n'a gouverné que 15 ans"*, a rappelé Jean-Jacques Urvoas. Comment expliquer la répétition de ces échecs ? D'autres questions se posent. La France est-elle de droite ? Pourquoi les socialistes gagnent les élections locales et perdent les élections nationales ? Quelles évolutions de la société n'ont-ils pas compris ?

Pour répondre à ces questions, deux méthodes étaient possibles. Organiser rapidement, à l'automne, un congrès, remettre tout à plat, la direction et l'orientation du parti. Cette solution avait deux

avantages : la rapidité et la simplicité. Mais était-il possible en quelques semaines de trouver des réponses à des questions que les socialistes se posent depuis des années ? En 1993 déjà, le conseil national qui avait suivi les élections législatives avait renversé la direction du PS. Cela n'avait pas empêché les déchirements.

La décision, adoptée à la quasi unanimité par le conseil national du 23 juin, peut apparaître frustrante en apparence mais elle est pour Jean-Jacques Urvoas *"plus exigeante"*. Elle impose aux socialistes de choisir et de changer. Par deux fois déjà, dans un passé récent, le PS a refusé de trancher. En novembre 2005, le premier secrétaire fédéral avait qualifié la synthèse du congrès du Mans *"d'hypocrisie utile"*. En juin 2006, le projet socialiste ne tranchait pas certaines questions essentielles, comme celle des retraites, notamment.

"Nous devons changer de logique, choisir les idées avant les personnes et, surtout, arrêter les faux consensus", a résumé Jean-Jacques Urvoas.

Les socialistes bretons peuvent apporter leur contribution à ce débat. C'était le sens de l'appel lancé par les premiers secrétaires fédéraux et le président de la Région pendant les législatives. La refondation passe aussi par une compréhension des victoires enregistrées par les socialistes dans notre région. Dès le 7 juillet, à Pontivy, le BREIS va se pencher sur cette question et, le 15 septembre, l'université de rentrée de la fédération, à Landerneau, aura pour thème : *"La Bretagne, laboratoire du socialisme du XXI^e siècle ?"*

"Il existe deux sortes de défaites : celles qui assassinent et celles qui réveillent", écrivait Saint-Exupéry. Si les socialistes jouent collectif, ils pourront sortir renforcés de l'épreuve qu'ils viennent de traverser.



"Le PS doit être présent hors campagnes"

Vers un nouveau traité (suite)



Martin Schulz, président du groupe socialiste au Parlement européen

*** communauté, le cavalier seul de la Grande-Bretagne au sujet de la charte des droits fondamentaux, le maintien de la répartition des votes au sein du Conseil européen ou la disparition de la base juridique pour les services publics.

"Il y aura certainement beaucoup de citoyens frustrés", prévoit Bernard Poinant. *"Ceux qui ont voté non à la Constitution n'auront pas ce qu'ils souhaitent. Ceux qui ont voté oui auront bien moins que ce qu'ils avaient. Il y aura forcément des regrets"*.

**Le
Congrès
votera
au début
2008**

Mais, pour le président de la délégation socialiste au Parlement européen, *"Il faut à tout prix que le Conseil européen ne s'achève pas sur un échec et que l'Union européenne poursuive son chemin historique"*. Il convient

cependant de noter que les masques sont tombés : la Grande-Bretagne et la Pologne ont montré par leur intransigeance que les *"non"* français et néerlandais ne leur déplaisaient pas. Ces deux pays n'avaient absolument pas l'intention de soumettre le projet de Constitution à leurs citoyens.

Et maintenant ? Une conférence intergouvernementale, composée des secrétaires d'État et des ministres des Affaires européennes des 27, va rédiger un nouveau traité à compter du 23 juillet. Il sera présenté en octobre ou, au plus tard, en décembre 2007, aux chefs d'État et de gouvernement. Pour ce qui concerne la France, ce nouveau traité sera soumis à la ratification du Congrès au premier trimestre 2008. Les parlementaires français pourraient-ils refuser ce texte ? *"A force d'être des insatisfaits chroniques de l'Europe, nous finirions par devenir des impuissants de l'Histoire"*, estime Bernard Poinant pour qui un nouveau non de la France n'apporterait rien.

Madame la questeur

Réélue avec plus de 54 % des voix, Marylise Lebranchu a effectué sa troisième rentrée à l'Assemblée Nationale.

Cette année, elle assurera les fonctions de questeur. "Nous sommes trois : deux UMP et moi-même", explique l'élue de Morlaix. "Notre rôle consiste à gérer le fonctionnement de l'Assemblée Nationale. J'attache une importance toute particulière aux conditions de travail des députés et de leurs collaborateurs".

"En compagnie de Jean-Yves Le Bouillonnet, nous avons aidé les nouveaux élu(e)s à trouver leurs marques dans cette grande maison. Ce n'est pas évident de s'intégrer à un groupe lorsqu'on ne connaît pas le fonctionnement, en particulier en ce moment où le palais Bourbon est en pleins travaux".

Avec 60 députés de plus et un gouvernement qui prône l'ouverture et le respect de l'opposition, la 13^{ème} législature devrait débiter sous de bons auspices pour les députés socialistes. Il n'en est rien. "La droite est encore plus dure qu'en 2002",



Marylise Lebranchu a été réélue avec plus de 54 % des voix

précise Marylise Lebranchu. Certes, Didier Migaud (PS) préside la commission des finances. Mais ce qui a été donné d'une main a amplement été repris de l'autre. Tous les postes accordés au nouveau centre ont été pris à des socialistes.

Cependant, ces manœuvres n'entament rien la détermination de l'élue de Morlaix.

Au contraire ! "Nous devons être offensifs et expliquer à l'opinion publique ce que signifie le paquet fiscal et à qui il profitera". Dans un contexte de présidentialisation extrême, le Parlement doit s'imposer comme un lieu de débat et de propositions. Marylise Lebranchu y contribuera amplement.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Comme un boomerang

Avec
Joëlle Huon

Joëlle Huon est porte-parole de la Confédération Paysanne dans le Finistère.

Cap Finistère : L'Union européenne vient de saisir la Cour de Justice sur le dossier des pollutions agricoles en Bretagne. Que t'inspire cette nouvelle ?

Joëlle Huon : Le boomerang qui a été jeté il y a plusieurs années nous revient en pleine figure. L'État n'a pas été à la hauteur. Bien sûr, des efforts ont été accomplis et une majorité d'agriculteurs ont pris des mesures pour réduire la pollution. Mais, dans cette affaire, j'en veux particulièrement à l'État qui prend aujourd'hui, dans la précipitation, des décisions brutales pour ne pas avoir à payer l'amende et surtout les pénalités. En 2003, la

Confédération Paysanne était la seule à dénoncer les restructurations externes qui contribuaient à concentrer toujours plus la production. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que certains bassins soient en excédent. Je ne vois pas comment des exploitations pourraient baisser de 30 % leur production. Je ne les excuse pas, car ils avaient dix ans pour se mettre aux normes, mais une sacrée remise en cause des pratiques agricoles s'impose.

Cap Finistère : Le nouveau ministre, Michel Barnier, peut-il répondre aux défis de l'agriculture ?

Joëlle Huon : On peut toujours rêver mais je ne le crois pas. Pour la majorité UMP, les grosses exploitations sont des entreprises et il ne faut pas leur imposer de "contraintes", même pour l'intérêt général. Certes, on pourrait croire que ce ministre, venant d'une zone de montagnes, pourrait être atta-

ché au développement d'une agriculture de qualité mais Nicolas Sarkozy a été clair durant sa campagne : en matière agricole, on ne change rien. On jugera en 2008, à l'occasion de la révision de la PAC. Mais il n'y aura probablement pas de changement.

Cap Finistère : Le Congrès de la Confédération Paysanne qui s'est tenu à la fin du mois de mai est un peu passé inaperçu. Qu'en est-il ressorti ?

Joëlle Huon : Comme notre nom l'indique, nous sommes une confédération qui rassemble des agriculteurs très différents, car il existe différentes formes d'agricultures. Le congrès du Mans intervenait après la défaite aux élections des Chambres. Nous sommes ouverts sur la société et nous portons des combats qui concernent tout le monde : les OGM, les rapports Nord-Sud, la sécurité alimentaire... Cependant, il est apparu que nous devons plus nous recentrer sur les préoccupations quotidiennes des paysans. C'est ce que nous nous attachons à faire dans le Finistère.

Rendez-vous

9 septembre

Fête de la Rose à Quimperlé.

9 septembre

Barbecue des socialistes de l'agglomération brestoise, à l'Auberge de Jeunesse du Moulin Blanc, à Brest.

15 septembre

Université de rentrée à Landerneau.

Des chiffres contestables

Comme à l'accoutumée, les chiffres du chômage publiés par le gouvernement laissent planer une doute sérieux quant à leur réalité.

Le passage sous la barre des deux millions est hautement contestable. De nombreux indicateurs, publiés au sein même des statistiques du gouvernement, attestent du peu de sincérité de ces chiffres. En effet, la baisse du nombre de chômeurs est en décalage avec l'atonie de la croissance (2 %),

la faiblesse des créations d'emplois. Comment le nombre de chômeurs aurait-il pu sincèrement baisser de 486 000 depuis février 2005, alors même que la France n'a créé que 320 000 emplois sur la même période ?

Les statistiques publiées par l'ANPE sont en contradiction avec cette tendance, puisque les "sorties de l'ANPE pour reprise d'emploi", sont en baisse de 3 % au cours du dernier trimestre. Cette baisse optique est imputable notam-

ment à des manipulations statistiques, comme le démontre l'évolution des radiations administratives : + 5,2 %.

Pour mettre fin à cette suspension, le Parti Socialiste a demandé au gouvernement d'autoriser sans délai la publication de "l'Enquête Emploi" de l'INSEE qui, seule, peut attester de la situation réelle du chômage dans notre pays. .

Éducation : moins 10 000 postes

Xavier DARCOS a annoncé la suppression de 10 000 postes dans l'Éducation nationale.

Le PS, par la voix de sa secrétaire nationale à l'éducation, Claude Roiron, a fermement condamné cette décision qui fait suite à cinq années de coupes budgétaires massives, de suppression de 30 000 postes d'enseignants, de réduction drastique des personnels de vie scolaire...

Comment, dans ces conditions, pourront être mises en place les études dirigées dans les collèges et l'objectif affiché d'augmentation du taux de scolarisation des enfants en situation d'handicap ?

"En réalité, la droite a une vision comptable de l'École de la République, qui fait du savoir un produit de consommation comme un autre et laisse donc l'École au marché", estime Claude Roiron.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Marcel Bourbao, secrétaire de la section de Plobannalec. Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

Maître Marie-Agnès BROUDEUR
Notaire à PLEYBER-CHRIST (29410)
Rue Pasteur

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Par acte reçu par Me BROUDEUR, notaire à PLEYBER-CHRIST, le 28 juin 2007, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de MORLAIX le 29 juin 2007, Bordereau 2007/539, Case n° 1, Monsieur SINGUIN Dominique et Madame Corinne BOCQUET, son épouse, demeurant à HENVIC - 3, rue du Croissant, ont vendu un fonds de commerce de Boulangerie-Pâtisserie-Supérette, exploité à HENVIC (29670), 3, rue du Croissant, à Monsieur Sylvain QUEGUINER et Madame Solenne KERBORIOU, son épouse, demeurant à GUILPAVAS (29490) - 18, venelle d'Armorique, Moyennant le prix principal de CENT TRENTE MILLE EUROS (130 000 euros) - éléments incorporels : 106 628,50 € ; matériel : 23 371,50 €.

Entrée en jouissance à compter du 28 juin 2007.

Les oppositions devront être faites en l'étude de Me BROUDEUR chez qui domicile est élu, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales.

Pour unique insertion

AVIS DE CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seing privé signé en date du 1^{er} mars 2007 à PAR (UK) enregistré au SIE de Brest PONANT, le 21 juin 2007, bordereau n° 2007/716, case n° 1, la Société Snowland Loisirs Limited, SARL au capital de 1 455,28 €, dont le siège est à PLOUGUERNEAU (29880) Lieudit Meledan - Lilia, a vendu à Monsieur Graham Arnold SNOW, demeurant Par Farm - PL 24 AE - Cornwall (UK), son fonds de com-

merce de camping exploité à PLOUGUERNEAU (29880) Lieudit Meledan - Lilia, pour lequel la Société Snowland Loisirs Limited est immatriculée au RCS de Brest sous le n° 413 066 267, ledit fonds comprenant la clientèle, l'achalandage et les équipements servant à l'exploitation.

Cette vente a eu lieu moyennant le prix de 10 285 € ; l'entrée en jouissance a été fixée au 1^{er} mars 2007.

Le présent avis fera l'objet d'une publication au Bulletin Officiel des annonces civiles et commerciales, à compter de laquelle commencera à courir le délai de dix jours imparti aux créanciers de l'apporteur pour déclarer leur créance au Camping de Meledan - Lilia - 29880 PLOUGUERNEAU.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP à Brest en date du 27/06/2007, a été créée une société en Nom Collectif : **Dénomination** : SNC HADADCHA. - **Siège social** : 6, rue Cosmao du Manoir - 29200 BREST. - **Objet** : Vente ambulante de fruits et légumes. - **Capital social** : 100 euros. - **Durée** : 50 ans. - **Gérants** : M. HADADCHA Mourad, demeurant 6, rue Cosmao Du Manoir, 29200 BREST, et M. HADADCHA Mohand Ameziane, demeurant 9, rue de Kerangoff, 29200 BREST. Immatriculation au RCS de BREST.

Pour avis, les gérants

SNC IMMAP

Société en nom collectif
au capital de 1 524,49 €
Siège social : 20, quai Commandant Malbert - 29200 BREST
351 373 410 RCS BREST

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à BREST du 31 décembre 1994, Madame Danièle DRONIOU demeurant à cette époque à BREST, 30, rue de Kérvin et Madame Hélène LAVERGNE demeurant à cette époque à BREST, 12, rue Comtesse de Noailles, ont apporté à la Société PARTIM, SARL au capital de 7 622,45 €, dont le siège social est à BREST, 20, quai Commandant Malbert, identifiée sous le n° 401 762 950 RCS BREST, les 350 parts sociales leur appartenant dans le capital de la SNC IMMAP, ci-dessus désignée.

Pour unique insertion

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.